

SENAT DE BELGIQUE**BELGISCHE SENAAAT**

SESSION DE 1951-1952.

ZITTING 1951-1952.

SEANCE DU 11 JUIN 1952.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1952.

Proposition de loi portant protection du titre et de la profession de technicien-droguiste.

Wetsvoorstel tot bescherming van de titel en van het beroep van drogerijtechnicus.

DEVELOPPEMENTS**TOELICHTING**

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

La loi du 1^{er} mars 1948, publiée par le *Moniteur* du 20 mars 1948, a supprimé le diplôme de droguiste et herboriste créé par la loi du 12 mars 1818 relative à l'art de guérir. En fait, ce diplôme n'avait plus été délivré depuis 1895.

La profession de droguiste est réglementée en Belgique depuis plus d'un siècle et, si le porteur du diplôme de droguiste et herboriste créé par la loi de 1818 avait le privilège de débiter des « simples » à usage curatif dans le cadre de l'art de guérir, il est certain que ce privilège ne représentait qu'une faible partie de sa réelle activité.

Déjà dans l'exposé des motifs du projet de loi portant suppression de ce vieux diplôme, qui n'était plus délivré depuis de nombreuses années, le Ministre de la Santé publique et de la Famille estimait que le commerce de la droguerie devait s'organiser et rechercher la protection d'un diplôme de capacité. Un amendement à ce projet avait d'ailleurs été déposé dans ce sens.

Cet amendement était libellé comme suit :

« La détention et la vente en détail des substances visées à l'article 2 ne seront permises qu'aux porteurs d'un diplôme de droguiste délivré par le Ministre de l'Instruction publique (enseignement technique). »

D'autre part, la Commission de la Santé publique et de la Famille de la Chambre des Représentants précisait dans son rapport :

« Cependant la Commission reconnaît que la profession de droguiste n'est pas un simple commerce, puisqu'une première liste de produits dont on permet

De wet van 1 Maart 1948, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 20 Maart 1948, heeft het diploma van drogist en herborist, voorzien bij de wet van 12 Maart 1818 betreffende de uitoefening van de geneeskunde, afgeschaft. In feite was dit diploma sedert 1895 niet meer afgeleverd geworden.

Het beroep van drogist is sinds meer dan een eeuw in België gereguleerd en zo de houder van het diploma van drogist en herborist, in het leven geroepen door de wet van 1818, het voorrecht bezat onbereide geneeskrachtige drogerijen te verkopen, is het nochtans zeker dat dit voorrecht slechts een klein deel van zijn werkelijke bedrijvigheid betrof.

Reeds in de memorie van toelichting van het wetsontwerp houdende afschaffing van dit oude diploma, dat sedert talrijke jaren niet meer werd afgeleverd, drukte de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin de mening uit, dat de handel in drogerijen diende ingericht te worden en de bescherming van een bekwaamheidsgetuigenschrift nagestreefd. Een amendement op dit ontwerp was trouwens in die zin opgesteld.

Dit amendement luidde als volgt :

« Het onder zich houden en de verkoop in 't klein van de in artikel 2 bedoelde stoffen is alleen toegelaten aan de houders van een diploma van drogist, afgeleverd door de Minister van Openbaar Onderwijs (technisch onderwijs). »

Voorts betoogde de Commissie van Volksgezondheid en van het Gezin van de Kamer der Volksvertegenwoordigers in haar verslag :

« De Commissie erkent nochtans, dat het beroep van drogist geen eenvoudige handel is, vermits een eerste lijst werd opgesteld van de producten waarvan

la vente dans les drogueries a été dressée. Cette liste doit être complétée, le nombre de produits chimiques servant à l'entretien du ménage, à l'industrie et à l'art ayant singulièrement augmenté. Parmi ces produits se rencontrent, très nombreux, des produits vénéneux et corrosifs et il serait dangereux d'en permettre la vente à des commerçants non spécialisés.

» Quant à la protection de leur diplôme technique, elle est de la compétence du Ministère de l'Instruction publique.

» C'est donc avec le Ministère de l'Instruction publique et dans l'organisation libre de leur profession que les droguistes doivent se chercher un statut nouveau. »

Lors de la discussion du projet de loi au Sénat, d'autres amendements en ce sens furent déposés.

La Commission Sénatoriale de la Santé publique et de la Famille rejeta ces amendements parce qu'elle estima que la protection d'un diplôme d'école technique est de la seule compétence du Ministère de l'Instruction publique, mais elle émit le vœu que le Ministre de l'Instruction publique examine d'urgence le problème de l'enseignement technique des droguistes.

Qu'il me soit permis de rappeler qu'au cours des débats devant le Sénat (séance du 17 février 1948), je me suis exprimé comme suit :

« Ainsi que l'a dit M. Buisseret, cette loi est incomplète. Le projet a pour but de supprimer le diplôme, tel qu'il était imposé par l'ancienne loi, pour éviter une confusion entre le pharmacien et le droguiste. Tout à fait d'accord. Mais il faut un diplôme à ceux qui veulent exercer la profession de droguiste. C'est une considération de *sécurité publique* qui nous le fait demander. Les droguistes débitent des substances corrosives, toxiques, vénéneuses, inflammables. N'importe qui pourrait donc ouvrir un magasin où seraient débités des produits aussi dangereux ? »

» L'Union Professionnelle de la Droguerie réclame elle-même que l'on fasse l'éducation des futurs droguistes ; elle a créé une école de formation agréée par l'Etat. Nous demandons que ce projet de loi qui supprime un diplôme que l'on ne délivre plus depuis cinquante ans, exige aussi que les droguistes soient porteurs d'un diplôme prouvant leurs connaissances chimiques.

» Je propose donc de renvoyer ce projet aux Commissions réunies de la Santé publique et de l'Instruction publique. »

D'autres sénateurs exprimèrent le même désir et le Ministre de la Santé Publique conclut en insistant sur le fait que : « *les Ministres intéressés auront à pourvoir*

de la vente dans les drogueries a été dressée. Cette liste doit être complétée, le nombre de produits chimiques servant à l'entretien du ménage, à l'industrie et à l'art ayant singulièrement augmenté. Parmi ces produits se rencontrent, très nombreux, des produits vénéneux et corrosifs et il serait dangereux d'en permettre la vente à des commerçants non spécialisés.

» De la protection de leur diplôme technique, elle est de la compétence du Ministère de l'Instruction publique.

» C'est donc avec le Ministère de l'Instruction publique et dans l'organisation libre de leur profession que les droguistes doivent se chercher un statut nouveau. »

Lors de la discussion du projet de loi au Sénat, d'autres amendements en ce sens furent déposés.

La Commission Sénatoriale de la Santé publique et de la Famille rejeta ces amendements parce qu'elle estima que la protection d'un diplôme d'école technique est de la seule compétence du Ministère de l'Instruction publique, mais elle émit le vœu que le Ministre de l'Instruction publique examine d'urgence le problème de l'enseignement technique des droguistes.

Qu'il me soit permis de rappeler qu'au cours des débats devant le Sénat (séance du 17 février 1948), je me suis exprimé comme suit :

« Ainsi que l'a dit M. Buisseret, cette loi est incomplète. Le projet a pour but de supprimer le diplôme, tel qu'il était imposé par l'ancienne loi, pour éviter une confusion entre le pharmacien et le droguiste. Tout à fait d'accord. Mais il faut un diplôme à ceux qui veulent exercer la profession de droguiste. C'est une considération de *sécurité publique* qui nous le fait demander. Les droguistes débitent des substances corrosives, toxiques, vénéneuses, inflammables. N'importe qui pourrait donc ouvrir un magasin où seraient débités des produits aussi dangereux ? »

» L'Union Professionnelle de la Droguerie réclame elle-même que l'on fasse l'éducation des futurs droguistes ; elle a créé une école de formation agréée par l'Etat. Nous demandons que ce projet de loi qui supprime un diplôme que l'on ne délivre plus depuis cinquante ans, exige aussi que les droguistes soient porteurs d'un diplôme prouvant leurs connaissances chimiques.

» Je propose donc de renvoyer ce projet aux Commissions réunies de la Santé publique et de l'Instruction publique. »

D'autres sénateurs exprimèrent le même désir et le Ministre de la Santé Publique conclut en insistant sur le fait que : « *les Ministres intéressés auront à pourvoir*

de la vente dans les drogueries is toegelaten. Die lijst zou moeten aangevuld worden, daar het aantal scheikundige producten, dienende voor huishoudelijk onderhoud, voor de nijverheid of de kunst, merklijk toenomen is. Onder die producten vindt men in tamelijk groot aantal vergiftige en bijtende stoffen, en het zou dus gevaarlijk zijn de verkoop er van toe te vertrouwen aan niet gespecialiseerde handelaars.

» De bescherming van hun technisch diploma valt onder de bevoegdheid van de Minister van Openbaar Onderwijs.

» Het is dus in samenwerking met het Ministerie van Openbaar Onderwijs en in de vrije organisatie van hun beroep, dat de drogisten een nieuw statuut moeten opmaken. »

Tijdens de bespreking van het wetsontwerp in de Senaat, werden andere amendementen in die zin neergelegd.

De Senaatscommissie van Volksgezondheid en van het Gezin verwierp deze amendementen, omdat zij van mening was dat de bescherming van een diploma, afgeleverd door een technische school, uitsluitend tot de bevoegdheid van de Minister van Openbaar Onderwijs behoort, maar zij drukte de wens uit, dat de Minister van Openbaar Onderwijs dringend het vraagstuk van het technisch onderwijs voor de drogisten zou onderzoeken.

Het zij me toegelaten er aan te herinneren dat ik tijdens de debatten voor de Senaat (vergadering van 17 Februari 1948) heb verklaard :

« Zoals de h. Buisseret het heeft gezegd, is deze wet onvolledig. Het ontwerp heeft tot doel het diploma af te schaffen, zoals het door de vroegere wet was opgelegd, om verwarring tussen de apothekers en de drogisten te voorkomen. Hierover zijn wij het volledig eens. Maar zij die het beroep van drogist willen uitoefenen, moeten een diploma bezitten. Het is in het belang van de *openbare veiligheid* dat we zulks vragen. De drogisten verkopen bijtende, schadelijke, giftige, ontvlambare stoffen. Om het even wie zou dus een winkelzaak kunnen openen, waar zulke gevaarlijke producten verkocht worden ? »

» De Beroepsvereniging der Drogisterij vraagt zelf dat men de toekomstige drogisten een opleiding geve ; zij heeft een door de Staat erkende opleidingsschool gesticht. Wij vragen dat dit wetsontwerp, waarbij een sedert 50 jaren niet meer afgeleverd diploma afgeschaft wordt, ook zou eisen dat de drogisten houder wezen van een diploma waaruit hun vakkennis op chemisch gebied blijkt.

» Ik stel dus voor dit ontwerp naar de Verenigde Commissies van Volksgezondheid en van Openbaar Onderwijs te verwijzen. »

Andere senatoren gaven dezelfde wens te kennen en aan het slot van het debat legde de Minister van Volksgezondheid de nadruk op het feit dat : « *de betrok-*

par voie de règlement à la nouvelle situation créée par la présente loi et, à cette occasion, ils tiendront compte des vœux exprimés par MM. Buisseret et Catteau. »

Ces citations des *Annales Parlementaires* démontrent suffisamment la nécessité d'exiger que le droguiste soit porteur d'un diplôme d'enseignement technique.

La profession de droguiste est loin d'être un simple commerce et il est indispensable, dans le but essentiel de sauvegarder la sécurité du public, que le droguiste, dont les rôles principaux sont :

— d'une part, de conseiller techniquement sa clientèle quant à l'emploi, la conservation et la manipulation des produits chimiques, toxiques, vénéneux, caustiques et corrosifs ;

— d'autre part, de manipuler lui-même ces différentes substances afin de préparer par leur mélange ou par leur combinaison, pour la vente ou le débit au public, des produits d'entretien, des produits de beauté, des produits pour l'agriculture, des détachants, des désodorisants, des antiparasites, des peintures, des enduits, des mastics, des colles, des rongeurs, des poudres à lessiver ou à récurer, des essences parfumées ou rafraîchissantes, des teintures ménagères, des cosmétiques et des bandolines, etc.,

soit dans l'obligation de faire état des connaissances requises pour exercer cette profession avec la compétence voulue et notamment par la production d'un diplôme de technicien en droguerie.

Il faut que dans l'avenir toute personne désirant exercer cette profession se trouve devant la même obligation.

A l'exemple de ce qui a été fait dans d'autres pays, notamment en Suisse, aux Pays-Bas, au Grand-Duché de Luxembourg, en Allemagne, etc., l'Union Professionnelle de la Droguerie a comblé la lacune qui existait dans l'enseignement technique de la droguerie, en créant elle-même l'Ecole Technique de Droguerie. Cette école fut fondée en 1933, agréée par l'arrêté royal du 21 mars 1935, classée dans la catégorie des institutions d'enseignement technique du soir (B2) et reclassée par l'arrêté du Régent en date du 25 octobre 1947 en une école de jour de plein exercice catégorie A2. Le diplôme délivré par cette école aux élèves ayant achevé le cycle complet des études et ayant subi avec succès les différentes épreuves de l'examen final, sous le contrôle d'un inspecteur-délégué de l'Etat, est celui de technicien en produits chimiques et en droguerie.

Des considérations qui précèdent, il résulte qu'il importe de donner une formation suffisante à tous ceux qui, dans l'avenir, voudront exercer la profession

ken Ministers door een reglementering de nieuwe toestand moeten regelen, die zal ontstaan door de goedkeuring van de huidige wet. Zij zullen daarbij rekening houden met de wensen uitgebracht door de hh. Buisseret en Catteau. »

Deze aanhalingen uit de *Parlementaire handelingen* bewijzen voldoende hoe noodzakelijk het is te eisen dat de drogist in het bezit zou zijn van een diploma van het technisch onderwijs.

Het beroep van drogist is verre van een eenvoudige handel en met het oog op de veiligheid van het publiek dient de drogist, die voornamelijk tot taak heeft :

— enerzijds zijn cliënteel technische raad te verstrekken betreffende het gebruik, de bewaring en de manipulatie van scheikundige, schadelijke, giftige en bijtende producten ;

— anderdeels zelf deze verschillende stoffen te behandelen om, door hun vermenging of hun combinatie met het oog op de verkoop en de aflevering aan het publiek, onderhouds- en schoonheidsproducten voor te bereiden, evenals producten voor de landbouw, ontvlekkers, geurverdrivers, producten voor de bestrijding van ongedierte, verfstoffen, plamuursel, stopverf, lijm, bijtmiddelen, was- of schuurpoeders, reukwerk of toiletwaters, huishoudelijke kleurstoffen, cosmetiek en bandoline, enz... ;

er toe verplicht het bewijs te leveren dat hij de vereiste kennis bezit om het beroep met de gewenste bekwaamheid te vervullen en inzonderheid door het overleggen van een diploma van drogerijtechnicus.

Het is noodzakelijk dat, in de toekomst, elke persoon die dit beroep wil uitoefenen, aan dezelfde verplichting onderworpen wordt.

Naar het voorbeeld van andere landen, o.m. Zwitserland, Nederland, het Groothertogdom Luxemburg, Duitsland, enz., heeft de Beroepsvereniging der Drogerij in de leemte voorzien, welke in het technisch onderwijs van de drogerij bestond, door het oprichten van de Technische Drogerijschool. Deze school werd in 1933 gesticht, bij koninklijk besluit van 21 Maart 1935 erkend, in de categorie der avondinrichtingen van technisch onderwijs (B2) gerangschikt en bij besluit van de Regent van 25 October 1947 opnieuw gerangschikt bij de dagscholen met volledig leerplan van de categorie A2. Aan de leerlingen die met succes de volledige studiecycclus hebben gevolgd en de verschillende proeven van het eindexamen hebben afgelegd, onder toezicht van een inspecteur-afgevaardigde van de Staat, wordt door deze school een diploma van technicus in scheikundige producten en drogerij afgeleverd.

Uit voorgaande beschouwingen vloeit voort dat een voldoende vorming dient gegeven aan al degenen die in de toekomst het beroep van drogist willen uit-

de droguiste. Tel est l'objet des articles 1 à 3 de la présente proposition de loi.

Il fallait aussi définir les produits réputés dangereux et dont la vente, le maniement ou la simple détention seront le monopole du technicien-droguiste. L'article 4 de la présente proposition en donne les grandes classifications.

Ceci ne veut pas dire que les techniciens-droguistes ne conservent pas leurs droits acquis sur la détention, la manipulation et la conservation des produits et articles dérivant normalement de la droguerie, tels que les articles de parfumerie, les substances aromatiques, rafraîchissements, condimentaires ou similaires, les émaux, couleurs et vernis ainsi que les matières premières servant à leur préparation, les produits d'entretien, de brillantage et de nettoyage, et d'une manière générale, tous articles ou produits dont la détention, la conservation ou l'exposition à proximité de denrées alimentaires seraient préjudiciables à la santé et à la sécurité publiques. Tel est l'objet de l'article 5.

L'article 6 se rapporte à l'identification de la droguerie spécialisée.

L'article 7 confie au Roi le soin de réglementer, par arrêté, les conditions d'agencement des magasins de droguerie et les conditions requises pour le débit de certains produits particulièrement dangereux.

Les articles 8 à 10 prévoient les dispositions pénales destinées à réprimer les contraventions relatives à la présente proposition de loi.

Enfin, il ne pouvait être question de supprimer tous les commerces de droguerie pour le seul fait que leur titulaire, souvent nanti d'expérience, n'était pas porteur de diplôme. Des dispositions transitoires sont prévues aux articles 11 et 12 de la présente proposition. Elles sauvegardent à la fois l'intérêt justifié de ces derniers et les nécessités de la sécurité publique.

R. CATTEAU.

* * *

Proposition de loi portant protection du titre et de la profession de technicien-droguiste.

Article Premier.

Nul ne peut porter le titre de technicien en droguerie s'il ne possède un diplôme établissant qu'il a subi avec succès les épreuves requises pour l'obtention de ce titre.

oefenen. Dit is het doel van de artikelen 1 tot 3 van het onderhavig wetsvoorstel.

Er moest ook overgegaan worden tot de bepaling van de gevaarlijk geachte producten, waarvan de verkoop, de behandeling of de eenvoudige bewaring behoren tot het monopolie van de drogerijtechnicus. Artikel 4 van dit wetsvoorstel geeft de grote onderverdelingen ervan aan.

Zulks beduidt niet dat de drogerijtechnici hun verworven rechten verliezen, wat betreft het bezit, de behandeling en de bewaring van producten en artikelen normaal van de drogerij afgeleid, zoals de reukartikelen, de aromatische, de verfrissende en de kruidenproducten en dergelijke, de brandverven, verven en vernissen evenals de grondstoffen die voor hun toebereiding dienen, de onderhouds-, poets- of schoonmaakproducten en over het algemeen alle artikelen of producten waarvan het bezit, de bewaring of de uitstalling in de nabijheid van eetwaren schadelijk zouden zijn voor de openbare gezondheid en veiligheid. Hierto strekt artikel 5.

Artikel 6 betreft de gespecialiseerde drogerij en wat daaronder dient verstaan.

Artikel 7 vertrouwt aan de Koning de zorg toe, bij besluit, de inrichtingsvoorwaarden van de drogerijwinkels te reglementeren evenals de voorwaarden vereist voor de afzet van zekere buitengewoon gevaarlijke producten.

Artikelen 8 tot 10 bevatten de strafbepalingen tot beteugeling van de inbreuken op het onderhavig wetsvoorstel.

Er kon tenslotte geen spraak van zijn alle drogerijhandels af te schaffen enkel en alleen omdat hun houder, die vaak veel ondervinding heeft opgedaan, geen diploma bezit. In artikelen 11 en 12 van dit wetsvoorstel zijn overgangsbepalingen opgenomen. Zij vrijwaren tegelijkertijd het rechtmatig belang van de betrokkenen en de eisen van de openbare veiligheid.

* * *

Wetsvoorstel tot bescherming van de titel en van het beroep van drogerijtechnicus.

Eerste Artikel.

Niemand mag de titel van drogerijtechnicus voeren indien hij geen diploma bezit waaruit blijkt dat hij geslaagd is in de examens vereist voor het verkrijgen van bedoelde titel.

Art. 2.

Le diplôme de technicien en droguerie est délivré par les institutions d'enseignement qui préparent à l'exercice du commerce de la droguerie.

Ces institutions rentrent dans le cadre de l'enseignement technique et relèvent du Ministre de l'Instruction publique.

Le diplôme pourra être délivré également par un jury organisé par le Ministre de l'Instruction publique.

Art. 3.

§ 1^{er}. — Nul ne peut exercer le commerce de détail de droguerie s'il n'est :

- a) Belge ;
- b) majeur ;
- c) porteur du diplôme de technicien en droguerie.

§ 2. — Peuvent également exercer le commerce de droguerie, mais restent soumis aux conditions requises sous les littéras a) et b) du § 1^{er} :

a) les porteurs du diplôme légal ou scientifique de candidat, délivré par une faculté des sciences ou des sciences appliquées d'une université belge ou d'une école belge d'enseignement supérieur ;

b) les porteurs d'un diplôme d'ingénieur-technicien-chimiste délivré par une école belge d'enseignement technique supérieur.

Les personnes prévues sous les littéras a) et b) devront toutefois subir devant le jury d'une école technique de droguerie ou devant le jury central, une épreuve d'aptitude professionnelle dont le programme sera déterminé par arrêté royal.

Art. 4.

Seules les personnes pouvant exercer le commerce de la droguerie auront la faculté de détenir, conserver, vendre, manipuler et débiter :

a) tous les produits chimiques purs, impurs et techniques, sous toutes leurs formes et sous toutes leurs présentations, utilisés dans l'économie domestique, l'industrie, les arts, l'artisanat et l'agriculture ;

b) tous les produits toxiques, vénéneux, caustiques, inflammables ou explosifs, d'origine végétale, minérale ou animale, sous toutes leurs formes et sous toutes leurs présentations, utilisés dans l'économie domestique, l'industrie, les arts, l'artisanat et l'agriculture ;

Art. 2.

Het diploma van drogerijtechnicus wordt uitgereikt door de onderwijsinrichtingen die een voorbereiding verschaffen tot het drijven van de handel in drogerijen.

Die inrichtingen behoren tot het kader van het technisch onderwijs en vallen binnen de bevoegdheid van de Minister van Openbaar Onderwijs.

Het diploma kan eveneens uitgereikt worden door een examencommissie ingericht door de Minister van Openbaar Onderwijs.

Art. 3.

§ 1. — Niemand mag een kleinhandel in drogerijen uitoefenen, indien hij niet :

- a) Belg is ;
- b) meerderjarig is ;
- c) houder is van het diploma van drogerijtechnicus.

§ 2. — Mogen eveneens de handel in drogerijen uitoefenen, maar blijven onderworpen aan de vereisten gesteld onder de littera's a) en b) van § 1 :

a) de houders van het wettelijk of wetenschappelijk diploma van candidaat, afgeleverd door een faculteit der wetenschappen of der toegepaste wetenschappen van een Belgische universiteit of van een Belgische school voor hoger onderwijs ;

b) de houders van een diploma van scheikundig technisch ingenieur, afgeleverd door een Belgische school voor hoger technisch onderwijs.

De personen bedoeld onder de littera's a) en b) moeten evenwel voor de examencommissie van een technische drogerijschool of voor de centrale examencommissie een examen van beroepsbekwaamheid afleggen, waarvan het programma bij koninklijk besluit wordt vastgesteld.

Art. 4.

Alleen de personen die de handel in drogerijen mogen uitoefenen zijn gemachtigd om onder zich te hebben, te bewaren, te verkopen, te behandelen en te slijten :

a) alle zuivere, onzuivere en technische chemicaliën, in enigerlei vorm of verpakking, gebruikt in de huishouding, de nijverheid, de kunsten, het ambachtswezen en de landbouw ;

b) alle toxische, vergiftige, bijtende, ontvlambare of ontplofbare stoffen, van plantaardige, minerale of dierlijke oorsprong, in enigerlei vorm of verpakking, gebruikt in de huishouding, de nijverheid, de kunsten, het ambachtswezen en de landbouw ;

c) tous les insecticides, fongicides, herbicides, rongicides et autres produits antiparasitaires, sous toutes leurs formes et sous toutes leurs présentations ;

d) tous les antiseptiques dont l'usage se justifie dans l'économie domestique, l'industrie, les arts, l'artisanat et l'agriculture ;

e) tous les produits de blanchiment, oxydants et réducteurs, ainsi que leurs substituts synthétiques, sous toutes leurs formes et sous toutes leurs présentations, utilisés dans l'économie domestique, l'industrie, l'artisanat et l'agriculture.

Art. 5.

Les personnes pouvant exercer le commerce de la droguerie auront la faculté de détenir, conserver, manipuler, vendre et débiter tous les produits et articles dérivant normalement de la droguerie.

Art. 6.

Le ou les mots « Droguerie - Drogisterij » unilingue ou bilingue, ainsi que les nom et prénom du commerçant en droguerie devront être indiqués d'une manière lisible et non équivoque sur la façade ou la vitrine de l'exploitation.

Art. 7.

Les conditions d'agencement des magasins destinés à l'exploitation d'un commerce de droguerie seront fixées par arrêté royal.

Infractions et sanctions.

Art. 8.

§ 1^{er}. — Quiconque s'attribue publiquement sans y avoir droit le titre de technicien en droguerie est puni d'une amende de 200 à 1.000 francs.

§ 2. — Est puni d'une amende de 100 à 500 francs, celui qui altère publiquement soit par retranchement, soit par addition de mots, le titre dont il est porteur.

§ 3. — Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 20 à 1.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, n'y étant pas qualifié, délivre ou offre de délivrer des diplômes, certificats ou attestations quelconques conférant le titre de technicien-droguiste, ou ayant par les inscriptions qu'ils contiennent l'apparence du diplôme de technicien en droguerie. Ces diplômes, certificats ou attestations seront confisqués et détruits.

c) alle producten voor het bestrijden van insecten, zwammen, onkruid en knaagdieren en alle andere parasietenbestrijdende producten, in enigerlei vorm of verpakking ;

d) alle antiseptica waarvan het gebruik in de huishouding, de nijverheid, de kunsten, het ambachtswezen en de landbouw verantwoord is ;

e) alle bleekmiddelen, oxydatie- en reduceermiddelen, zomede hun synthetische vervangproducten, in enigerlei vorm of verpakking, gebruikt in de huishouding, de nijverheid, het ambachtswezen en de landbouw.

Art. 5.

De personen die de handel in drogerijen mogen uitoefenen, mogen alle normaal uit de drogisterij voortkomende producten en artikelen onder zich hebben, bewaren, behandelen, verkopen en slijten.

Art. 6.

Het of de woorden « Drogisterij-Droguerie », één- of tweetalig, zomede de naam en voornaam van de handelaar in drogerijen moeten leesbaar en ondubbelzinnig op de voorgevel of op het uitstalraam van het bedrijf aangebracht zijn.

Art. 7.

De voorwaarden van inrichting der winkels voor de uitoefening van een handel in drogerijen worden bij koninklijk besluit bepaald.

Inbreuken en strafbepalingen.

Art. 8.

§ 1. — Al wie zich, openbaar, de titel van drogerij-technicus toeëigent zonder daartoe het recht te hebben, wordt gestraft met een geldboete van 200 tot 1.000 fr.

§ 2. — Wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 500 frank hij die openbaar de titel waarvan hij houder is door weglating of toevoeging van woorden verdraait.

§ 3. — Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 20 tot 1.000 frank, of met één van die straffen alleen, hij die, zonder daartoe bevoegd te zijn, diploma's, getuigschriften of welke attesten ook waarbij de titel van drogerijtechnicus wordt toegekend of welke, door de daarop voorkomende vermeldingen, de schijn hebben van een diploma van technicus in drogisterij, aflevert of aanbiedt ze af te leveren. Die diploma's, getuigschriften en attesten worden verbeurd verklaard en vernietigd.

Art. 9.

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 100 à 10.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui exerce le commerce de la droguerie sans en remplir les conditions légales.

Art. 10.

Le livre premier du Code pénal est applicable aux infractions prévues aux articles 8 et 9 de la présente loi.

Dispositions transitoires.**Art. 11.**

Les personnes de nationalité belge ou étrangère exerçant le commerce de la droguerie au moment de la publication de la présente loi au *Moniteur*, sont autorisées à porter le titre de droguiste et à exercer le commerce de la droguerie, à condition de respecter les prescriptions générales de la présente loi et de faire preuve de connaissances professionnelles suffisantes.

L'épouse d'un droguiste ou technicien-droguiste, exerçant le commerce de la droguerie au moment de la publication au *Moniteur* de la présente loi, pourra, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, continuer à exercer l'activité commerciale de son mari au décès de celui-ci.

La preuve des connaissances professionnelles devra se faire par la production du brevet délivré antérieurement par l'Union Professionnelle de la Droguerie.

A défaut de ce brevet ou d'un diplôme ou certificat au moins équivalent, l'intéressé devra subir une épreuve pratique.

Celle-ci se fera devant une commission instituée par le Ministre de l'Instruction publique, dans le délai d'un an prenant cours à la date de la publication au *Moniteur* de l'arrêté de constitution de cette commission.

Art. 12.

Les porteurs du diplôme de capacité de droguiste, catégorie B2, délivré par la section B2 de l'Ecole de Droguerie de Bruxelles, agréée par l'arrêté royal du 21 mars 1935, sont assimilés d'office aux techniciens-droguistes.

R. CATTEAU.
F. BAUR.
A. BOUWERAERTS.
A. BUISSET.
G. MAZEREEL.
J. ROLLAND.

Art. 9.

Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van 100 tot 10.000 frank, of met een van die straffen alleen, hij die de handel in drogerijen uitoefent zonder de wettelijke vereisten daartoe te vervullen.

Art. 10.

Boek I van het Strafwetboek is van toepassing op de inbreuken bedoeld in de artikelen 8 en 9 van deze wet.

Overgangsbepalingen.**Art. 11.**

De personen van Belgische of vreemde nationaliteit die, bij de bekendmaking van deze wet in het *Staatsblad*, de handel in drogerijen uitoefenen, worden gemachtigd om de titel van drogist te voeren en de handel in drogerijen uit te oefenen, op voorwaarde van de algemene voorschriften van deze wet te eerbiedigen en blijk te geven van voldoende beroepskennis.

De echtgenote van een drogist of drogerijtechnicus, die de handel in drogerijen uitoefent bij de bekendmaking van deze wet in het *Staatsblad*, kan, onder de voorwaarden als bepaald in vorig lid, de handel van haar echtgenoot bij diens overlijden voortzetten.

Het bewijs van de beroepskennis moet geleverd worden door overlegging van een brevet dat te voren door de « Beroepsvereniging der Drogisterij » is afgeleverd.

Bij gebreke van dit brevet of van een ten minste gelijkwaardig diploma of getuigschrift, moet de betrokkene een praktische proef afleggen.

Dit examen zal afgelegd worden voor een commissie door de Minister van Openbaar Onderwijs ingesteld binnen de termijn van één jaar met ingang van de datum waarop het besluit van oprichting van die commissie in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 12.

De houders van het bekwaamheidsdiploma van drogist, categorie B2, afgeleverd door de afdeling B2 van de Drogerijschool te Brussel, bij koninklijk besluit van 21 Maart 1935 erkend, worden ambtshalve met de drogerijtechnici gelijkgesteld.